



## RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU DEUXIÈME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE 2014

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2014, clos le 30 juin. Les comptes du premier semestre ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes ; ceux du deuxième trimestre, pris isolément, n'ont pas fait l'objet d'un examen.

Les comparaisons détaillées entre 2014 et 2013 sont données, sauf indication contraire, aux cours de change 2013 (« données comparables »).

### 1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2014

Avec une parité moyenne de \$ 1,37 / € 1, le dollar s'est déprécié de près de 5 % par rapport au deuxième trimestre 2013 (\$ 1,31 / € 1). L'évolution des devises a eu pour effet mécanique de diminuer de € 1,4 million (- 3 %) le chiffre d'affaires et de € 0,7 million (- 15 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

#### Forte croissance des commandes de nouveaux systèmes

Les commandes de nouveaux systèmes se sont élevées à € 24,8 millions, en augmentation de € 3,8 millions (+ 18 %) par rapport au deuxième trimestre 2013. Les nouvelles licences de logiciels (€ 5,8 millions) progressent de 13 % et les équipements de CFAO (€ 15,0 millions) de 12 %. La formation et le conseil (€ 3,5 millions) sont en hausse de € 1,3 million (+ 58 %), confirmant ainsi – après la progression de 66 % au premier trimestre par rapport au premier trimestre 2013 – l'intérêt des clients pour la nouvelle stratégie de Lectra plaçant le conseil au cœur de sa proposition de valeur.

Comparées à celles du premier trimestre 2014 (€ 19,0 millions), les commandes de nouveaux systèmes affichent au deuxième trimestre une croissance significative.

#### Progression du chiffre d'affaires, de la marge opérationnelle et du résultat net

Le chiffre d'affaires s'élève à € 52,5 millions, en hausse de 6 % (+ 3 % à données réelles). Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 22,3 millions) progresse de € 1,8 million (+ 9 %). Les revenus récurrents (€ 30,2 millions) augmentent de € 1,2 million (+ 4 %), résultant d'une croissance de 3 % du chiffre d'affaires des contrats récurrents et de 5 % de celui des pièces détachées et consommables.

Le résultat opérationnel atteint € 3,8 millions, en augmentation de 0,4 million (+ 10 %), malgré le poids croissant des investissements d'avenir. La marge opérationnelle (7,3 %) progresse de 0,3 point.

A données réelles, le résultat opérationnel diminue de € 0,2 million (- 6 %) et la marge opérationnelle de 0,7 point.

Le résultat net s'établit à € 2,8 millions, en hausse de € 0,4 million (+ 16 %) à données réelles.

Le cash-flow libre s'élève à € 3,8 millions (€ 0,9 million au deuxième trimestre 2013).

### Ouverture d'une filiale en Corée du Sud

La Corée du Sud constitue, après la Chine, l'un des fers de lance de l'expansion de Lectra en Asie, notamment sur les marchés de l'automobile et de la mode et de l'habillement où les entreprises sud-coréennes occupent une place de plus en plus importante dans le monde.

Présente depuis plus de 25 ans dans le pays, Lectra était jusqu'alors représentée par son agent exclusif Impa Systems. L'ensemble de son personnel a rejoint la nouvelle filiale créée fin avril et basée à Séoul.

### Avancement du plan de transformation de l'entreprise

Dans son rapport annuel 2013, la société a rappelé, dans son intégralité, sa feuille de route 2013-2016, ainsi que son plan de transformation et d'investissements d'avenir de € 50 millions lancé fin 2011, et rendu compte de son premier rapport d'étape.

Un deuxième rapport d'étape sera communiqué le 11 février 2015.

Ces investissements sont entièrement passés en charges, alors que leur bénéfice ne se fera sentir que progressivement.

## 2. COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2014

Avec une parité moyenne de \$ 1,37 / € 1 sur le semestre, le dollar s'est déprécié de plus de 4 % par rapport au premier semestre 2013 (\$ 1,31 / € 1). D'autres devises, en particulier celles de pays émergents (livre turque, réal brésilien, roupie indienne, peso mexicain...), ont enregistré des baisses plus importantes face à l'euro. Au total, l'évolution des parités de change a eu pour effet mécanique de diminuer de € 2,8 millions (- 3 %) le chiffre d'affaires et de € 1,3 million (- 17 %) le résultat opérationnel courant dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Le plan de marche correspondant à l'objectif minimum de la société communiqué le 11 février 2014 anticipait pour le premier semestre un chiffre d'affaires de € 103 millions et un résultat opérationnel de € 6 millions (sur la base des parités de change arrêtées au 1<sup>er</sup> février, notamment \$ 1,35 / € 1).

Si, à données réelles, le chiffre d'affaires (€ 100,2 millions) est légèrement en retard – du fait du faible niveau des commandes de nouveaux systèmes au premier trimestre et des parités de change moins favorables sur le semestre –, le résultat opérationnel (€ 6,1 millions) est en ligne avec ce plan, grâce à un mix des ventes plus favorable, de meilleures marges et des frais généraux moins élevés que prévu.

### Commandes de nouveaux systèmes

Au total, les commandes de nouveaux systèmes s'élèvent à € 43,9 millions, en progression de € 4,6 millions (+ 11 %) par rapport au premier semestre 2013 : + 7 % pour les nouvelles licences de logiciels, + 4 % pour les équipements de CFAO, + 62 % pour la formation et le conseil.

Géographiquement, la situation est très contrastée : les commandes progressent de 60 % en Asie-Pacifique et de 26 % en Europe ; elles diminuent de 30 % dans les Amériques ainsi que dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord, Afrique du Sud, Turquie, Moyen-Orient...).

Les commandes augmentent de 23 % dans la mode et l'habillement et sont stables dans l'automobile. Elles reculent de 33 % dans l'ameublement et progressent de 34 % dans les autres industries. Ces marchés ont représenté respectivement 54 %, 35 %, 4 % et 7 % du montant total des commandes.

## Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'établit à € 100,2 millions, en augmentation de 4 % par rapport au premier semestre 2013 (+ 1 % à données réelles).

Il progresse de 34 % en Asie-Pacifique et de 3 % en Europe, mais diminue de 11 % dans les Amériques. Ces trois régions ont représenté respectivement 23 %, 46 % (dont 8 % pour la France) et 24 % du chiffre d'affaires global. Le chiffre d'affaires des pays du reste du monde (7 % du chiffre d'affaires du Groupe) recule de 10 %.

En 2013, ces régions avaient représenté respectivement 18 %, 45 % (dont 9 % pour la France), 29 % et 8 % du chiffre d'affaires global.

### Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 10,1 millions) progresse de € 0,5 million (+ 5 %). Il contribue à hauteur de 10 % du chiffre d'affaires global, comme au premier semestre 2013.

Les équipements de CFAO (€ 24,2 millions) affichent un recul de 4 % et représentent 24 % du chiffre d'affaires global (26 % au premier semestre 2013).

Le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 5,4 millions) augmente de 39 % et représente 5 % du chiffre d'affaires global (4 % au premier semestre 2013).

Au total, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 40,7 millions) est en croissance de € 1,3 million (+ 3 %). Comme au premier semestre 2013, il contribue à hauteur de 41 % du chiffre d'affaires global.

### Chiffre d'affaires des contrats récurrents, pièces détachées et consommables

Les revenus récurrents (€ 59,4 millions) augmentent de € 2,4 millions (+ 4 %). Ils représentent 59 % du chiffre d'affaires global, comme au premier semestre 2013.

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 58 % des revenus récurrents et à 34 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 34,8 millions. Il progresse de 4 % :

- les contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels (€ 20,3 millions), en hausse de 5 % par rapport au premier semestre 2013, représentent 20 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO (€ 14,4 millions), en croissance de 3 %, représentent 14 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des pièces détachées et consommables (€ 24,7 millions) progresse de 4 % et représente 25 % du chiffre d'affaires global, comme au premier semestre 2013.

## Carnet de commandes

Le carnet de commandes des nouveaux systèmes au 30 juin 2014 (€ 16,3 millions) augmente, à données réelles, de € 3,1 millions par rapport au 31 décembre 2013 et de € 2,6 millions par rapport au 31 mars 2014.

Il comprend € 11,6 millions de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO, dont € 10,3 millions livrables au troisième trimestre 2014 et € 1,3 million au-delà, et € 4,8 millions de formation et de conseil livrables au fur et à mesure de la réalisation des projets.

## Marge brute

La marge brute s'élève à € 73,4 millions. Sa croissance de € 4,5 millions par rapport au premier semestre 2013 est supérieure de € 0,8 million à celle du chiffre d'affaires.

Le taux de marge brute global atteint 73,2 %. A données comparables, il augmente de 1,7 point du fait de l'évolution du mix des ventes : progression du poids des logiciels, de la formation et du conseil dans le chiffre d'affaires total et diminution de celui des équipements de CFAO.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes ; elles figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

### Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 67,2 millions, en augmentation de € 4,3 millions (+ 7 %) par rapport au premier semestre 2013.

Ils intègrent une reprise de provisions de € 0,7 million relative au crédit d'impôt recherche faisant suite à une décision du Conseil d'Etat validant la prise en compte de l'intéressement et de la participation dans l'assiette de son calcul, et rejetant ainsi la position adoptée jusqu'alors par l'administration fiscale française (cf. note 9 des notes annexes au présent rapport).

Retraités de cette reprise de provisions, les frais généraux s'élèvent à € 67,9 millions, en augmentation de € 5,0 millions (+ 8 %), et se décomposent ainsi :

- € 61,1 millions de frais fixes, en hausse de € 3,5 millions (+ 6 %). Les investissements d'avenir liés au plan de transformation ont représenté € 6,2 millions, soit 10 % du montant total ;
- € 6,9 millions de frais variables, en augmentation de € 1,5 million (+ 26 %) provenant de la hausse des rémunérations variables, des commissions sur ventes versées aux agents et d'un plus fort niveau de services sous-traités.

Les dépenses de recherche et développement sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes. Elles s'élèvent à € 10,9 millions et représentent 10,8 % du chiffre d'affaires (€ 9,8 millions et 9,8 % au premier semestre 2013). Après déduction du crédit d'impôt recherche et de la part correspondante du crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés sur le semestre, les frais nets de R&D totalisent € 7,2 millions (€ 6,5 millions en 2013), et € 6,5 millions après la reprise de provisions.

### Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel atteint € 6,1 millions. Par rapport au résultat opérationnel courant du premier semestre 2013, il augmente de € 0,2 million (+ 3 %) à données comparables et diminue de € 1,1 million (- 15 %) à données réelles.

Ce recul résulte pour € 1,3 million de l'effet négatif des variations des cours de change – à lui seul supérieur au recul total du résultat opérationnel –, pour € 0,8 million de l'augmentation naturelle des frais généraux fixes et pour € 2,7 millions de l'accroissement des investissements d'avenir liés au plan de transformation. Ces effets défavorables sont en partie compensés par les impacts positifs de la croissance du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes pour € 0,5 million et de celle des revenus récurrents pour € 1,9 million, de l'augmentation des taux de marge brute pour € 0,7 million et de la reprise de provisions relative au crédit d'impôt recherche pour € 0,7 million.

La marge opérationnelle s'établit à 6,1 %. Stable à données comparables, elle diminue de 1,1 point à données réelles par rapport à la marge opérationnelle courante du premier semestre 2013 (7,2 %).

A données réelles, les dépenses correspondant aux investissements d'avenir ont contribué à hauteur de 2,5 points à la baisse de cette marge par rapport au premier semestre 2013 et de 6,2 points par rapport au premier semestre 2011, avant sa mise en place.

Les produits et charges financiers représentent un produit net proche de zéro. Le résultat de change est négatif de € 0,3 million.

Après une charge d'impôt de € 1,3 million, le résultat net s'élève à € 4,6 millions (€ 4,6 millions au premier semestre 2013 hors éléments à caractère non récurrent).

Le bénéfice net par action s'établit à € 0,15 sur capital de base et sur capital dilué (€ 0,16 au premier semestre 2013 hors éléments à caractère non récurrent).

Au premier semestre 2013, le résultat opérationnel (€ 18,3 millions) intégrait un produit à caractère non récurrent de € 11,1 millions et le résultat net (€ 14,6 millions) un produit net de € 10,0 millions correspondant à l'encaissement du solde du litige contre Induyco.

### Cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint € 6,6 millions (€ 3,0 millions au premier semestre 2013 hors éléments à caractère non récurrent de € 11,1 millions). Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 5,3 millions, d'une diminution du besoin en fonds de roulement de € 4,0 millions et d'investissements de € 2,6 millions (cf. note 8 des notes annexes au présent rapport).

Le crédit d'impôt recherche (€ 3,5 millions), le crédit d'impôt compétitivité et emploi (€ 0,4 million) et la reprise de provisions du premier semestre 2014 ont été comptabilisés mais non encaissés. Si ces montants avaient été encaissés, le cash-flow libre aurait été positif de € 11,2 millions et supérieur de € 6,6 millions au résultat net.

### Structure financière

Au 30 juin 2014, les capitaux propres s'élèvent à € 83,4 millions (€ 83,8 millions au 31 décembre 2013) après paiement le 7 mai, du dividende de € 6,6 millions (€ 0,22 par action) au titre de l'exercice 2013 décidé par l'Assemblée Générale du 30 avril 2014.

Ce montant tient compte de la déduction des actions de la société détenues dans le cadre du contrat de liquidité, valorisées à leur prix d'acquisition de € 0,2 million (€ 0,1 million au 31 décembre 2013).

La trésorerie disponible s'établit à € 29,3 millions (€ 29,5 millions au 31 décembre 2013).

Les dettes financières sont ramenées à € 0,4 million (€ 0,9 million au 31 décembre 2013), correspondant au solde des avances publiques, sans intérêt, destinées à aider le financement de programmes de recherche et développement, dont le dernier remboursement est prévu le 31 mars 2015.

En conséquence, la trésorerie nette atteint € 28,9 millions (€ 28,6 millions au 31 décembre 2013).

Le besoin en fonds de roulement s'établit à € 5,8 millions. Il comprend la créance de € 26,3 millions sur le Trésor Public français au titre des crédits d'impôts recherche comptabilisés depuis l'exercice 2010 et du crédit d'impôt compétitivité et emploi du premier semestre 2014, non encaissés et non imputés sur l'impôt. Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 20,5 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

Il est rappelé que ces crédits d'impôt, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor Public français. Si celle-ci n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, elle est remboursée à la société au cours de la quatrième année (cf. note 9 des notes annexes au présent rapport). Ainsi, le solde non utilisé de la créance correspondant au crédit d'impôt de l'exercice 2010 (€ 3,8 millions) devrait être remboursé à la société dans les prochains mois.

### 3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

#### Evolution du capital

Au 30 juin 2014, le capital social est de € 30 059 262 divisé en 30 059 262 actions d'une valeur nominale de € 1,00.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, il a été augmenté de 394 847 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions (soit € 0,4 million en valeur nominale assorti d'une prime d'émission de € 1,4 million).

Le 17 février 2014, la société a été informée que Schroders Investment Management Ltd (Royaume-Uni), agissant pour le compte de clients, avait franchi à la hausse, le 12 février, les seuils de 10 % du capital et des droits de vote, et détenait à cette date 10,14 % du capital et 10,01 % des droits de vote. Schroders Investment Management Ltd a également indiqué qu'elle détenait, en plus, 2 % du capital pour le compte de clients qui ont gardé l'exercice de leurs droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

A la date du présent rapport, le capital, à la connaissance de la société, est réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 37,0 % du capital et 36,6 % des droits de vote,
- Delta Lloyd Asset Management NV (Pays-Bas) et Schroders Investment Management Ltd (Royaume-Uni) détiennent chacune plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds dont elles assurent la gestion.

#### Actions de la société détenues en propre

Au 30 juin 2014, la société détenait 0,1 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

#### Evolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 30 juin 2014, le cours était de € 7,74, en baisse de 7 % par rapport au 31 décembre 2013 (€ 8,29). Son plus haut a été de € 8,73 le 19 juin, son plus bas de € 7,40 le 17 mars. Sur le semestre, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont gagné respectivement 3 % et 10 %. Sur les douze derniers mois, la hausse du cours a atteint 49 %, celle des indices CAC 40 et CAC Mid & Small s'affichant à 18 % et 31 %.

Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées (3,8 millions) a baissé de 13 % et les capitaux échangés (€ 30,2 millions) ont augmenté de 33 % par rapport au premier semestre 2013.

La société a confirmé, dans son communiqué du 3 avril 2014, son éligibilité au PEA-PME. Celle-ci permet d'intégrer les actions Lectra au sein de comptes PEA-PME, dispositif bénéficiant d'avantages fiscaux dédié à l'investissement dans les petites et moyennes valeurs européennes.

### 4. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 JUIN

Aucun événement important n'est à signaler.

## 5. CALENDRIER FINANCIER

Les résultats financiers du troisième trimestre seront publiés le 29 octobre, après la clôture d'Euronext.

### Convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire

Le Conseil d'Administration du 30 juillet 2014 a décidé de réunir les actionnaires en Assemblée Générale Extraordinaire le 26 septembre 2014, afin de procéder à certaines modifications et simplifications des statuts de la société.

En particulier, le Conseil d'Administration propose de modifier la limite d'âge des Administrateurs et du Président du Conseil d'Administration, et de maintenir le principe « une action égale une voix » en dérogeant à la loi du 29 mars 2014 (« Loi Florange »). Celle-ci renverse le principe en place jusqu'à présent en disposant que le droit de vote double pour les actions inscrites au nominatif depuis au moins deux ans au nom du même actionnaire sera désormais de droit dans les sociétés cotées, sauf disposition contraire des statuts adoptée après promulgation de la loi.

L'avis de réunion valant avis de convocation sera publié au BALO du 1<sup>er</sup> août et le dossier des actionnaires mis en ligne sur le site internet de la société le 30 juillet.

## 6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La société a abordé 2014 avec des fondamentaux opérationnels encore plus solides qu'en 2013 et une structure financière à nouveau renforcée.

Dans son rapport financier du 11 février 2014 et son rapport annuel 2013, auxquels il convient de se référer, elle a souligné que, comme 2013, l'année 2014 s'annonçait aussi imprévisible que difficile, et a longuement développé l'évolution prévisible de son activité et ses perspectives d'avenir.

Elle a indiqué son objectif de réaliser en 2014, au minimum, un chiffre d'affaires de l'ordre de € 214 millions (+ 7 % par rapport à 2013), un résultat opérationnel courant d'environ € 18 millions (+ 10 %), une marge opérationnelle courante de 8,3 % (en légère augmentation) et un résultat net de l'ordre de € 12,5 millions (stable à données réelles, hors éléments non récurrents de 2013). Ces chiffres ont été établis sur la base des parités de change arrêtées au 1<sup>er</sup> février, notamment \$ 1,35 / € 1.

Compte tenu des résultats du premier semestre, cet objectif demeure d'actualité.

La montée en puissance des collaborateurs récemment recrutés devrait commencer à produire ses effets positifs à compter du second semestre 2014.

Confortée par la solidité de son modèle économique et la pertinence de sa feuille de route stratégique, la société est confiante sur ses perspectives de croissance à moyen terme.

Le Conseil d'Administration

Le 30 juillet 2014

## Attestation de la société relative au rapport du premier semestre 2014

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice".

Paris, le 30 juillet 2014

Daniel Harari  
Directeur Général

Jérôme Viala  
Directeur Financier



## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

### ACTIF

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013	30 juin 2013
Écarts d'acquisition	30 754	29 986	31 071
Autres immobilisations incorporelles	4 637	4 403	4 070
Immobilisations corporelles	14 382	13 328	13 073
Actifs financiers non courants	1 831	2 121	1 853
Impôts différés	8 227	7 171	7 545
<b>Total actifs non courants</b>	<b>59 831</b>	<b>57 009</b>	<b>57 612</b>
Stocks	21 514	20 748	22 287
Clients et comptes rattachés	41 182	50 269	37 172
Autres actifs courants	35 315	28 999	27 100
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 251	29 534	23 338
<b>Total actifs courants</b>	<b>127 262</b>	<b>129 550</b>	<b>109 897</b>
<b>Total actifs</b>	<b>187 093</b>	<b>186 559</b>	<b>167 509</b>

### PASSIF

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013	30 juin 2013
Capital social	30 059	29 664	29 113
Primes d'émission et de fusion	6 458	5 043	2 948
Actions détenues en propre	(247)	(83)	(245)
Écarts de conversion	(8 805)	(8 721)	(8 930)
Réserves et résultats consolidés	55 886	57 926	50 978
<b>Capitaux propres</b>	<b>83 351</b>	<b>83 829</b>	<b>73 864</b>
Engagements de retraite	7 759	7 419	6 913
Emprunts et dettes financières à long terme	0	394	392
<b>Total passifs non courants</b>	<b>7 759</b>	<b>7 813</b>	<b>7 305</b>
Fournisseurs et autres passifs courants	48 927	45 109	42 278
Produits constatés d'avance	40 766	43 008	37 973
Dettes d'impôt exigible	2 512	2 391	1 913
Emprunts et dettes financières à court terme	394	500	500
Provisions	3 384	3 909	3 676
<b>Total passifs courants</b>	<b>95 983</b>	<b>94 917</b>	<b>86 340</b>
<b>Total passifs et capitaux propres</b>	<b>187 093</b>	<b>186 559</b>	<b>167 509</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin 2014 (trois mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2014 (six mois)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin 2013 (trois mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2013 (six mois)
Chiffre d'affaires	52 507	100 158	50 888	99 233
Coût des ventes	(14 045)	(26 801)	(14 273)	(27 821)
<b>Marge brute</b>	<b>38 462</b>	<b>73 357</b>	<b>36 616</b>	<b>71 412</b>
Frais de recherche et développement	(3 511)	(6 450)	(3 330)	(6 548)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(31 133)	(60 788)	(29 219)	(57 695)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>3 818</b>	<b>6 119</b>	<b>4 067</b>	<b>7 169</b>
Produits à caractère non récurrent <sup>(1)</sup>	0	0	0	11 124
<b>Résultat opérationnel <sup>(1)</sup></b>	<b>3 818</b>	<b>6 119</b>	<b>4 067</b>	<b>18 293</b>
Produits financiers	155	243	25	63
Charges financières	(124)	(230)	(171)	(314)
Résultat de change	(29)	(260)	(527)	(478)
<b>Résultat avant impôts <sup>(1)</sup></b>	<b>3 820</b>	<b>5 872</b>	<b>3 393</b>	<b>17 564</b>
Impôts sur le résultat <sup>(1)</sup>	(1 052)	(1 266)	(1 003)	(2 961)
<b>Résultat net <sup>(1)</sup></b>	<b>2 768</b>	<b>4 606</b>	<b>2 390</b>	<b>14 603</b>

(en euros)

Résultat par action :

- de base	0,09	0,15	0,08	0,50
- dilué	0,09	0,15	0,08	0,50

Nombre d'actions utilisé pour les calculs :

- résultat de base	29 860 030	29 780 805	29 006 847	28 965 554
- résultat dilué	30 690 867	30 647 405	29 497 176	29 479 233

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin 2014 (trois mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2014 (six mois)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin 2013 (trois mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2013 (six mois)
<b>Résultat net <sup>(1)</sup></b>	<b>2 768</b>	<b>4 606</b>	<b>2 390</b>	<b>14 603</b>
Ecart de conversion	(191)	(84)	121	(90)
Effet d'impôts	0	0	0	0
<b>Total éléments qui seront reclassés en résultat net</b>	<b>(191)</b>	<b>(84)</b>	<b>121</b>	<b>(90)</b>
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	(95)	(95)	(17)	(17)
Effet d'impôts	28	28	0	0
<b>Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</b>	<b>(67)</b>	<b>(67)</b>	<b>(17)</b>	<b>(17)</b>
<b>Total autres éléments du résultat global</b>	<b>(258)</b>	<b>(151)</b>	<b>104</b>	<b>(107)</b>
<b>Résultat global <sup>(1)</sup></b>	<b>2 510</b>	<b>4 455</b>	<b>2 494</b>	<b>14 496</b>

(1) Au 30 juin 2013, le résultat opérationnel et le résultat avant impôts incluaient un produit non récurrent de € 11,1 millions, relatif à l'encaissement du solde restant dû dans le cadre du litige contre Induyco. Le résultat net et le résultat global incluaient un produit de € 10,0 millions après effet d'impôts. L'historique de ce litige est décrit dans la note 23.2 de l'annexe aux états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2013, disponible sur [lectra.com](http://lectra.com).

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2014 (six mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2013 (six mois)
<b>I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE</b>		
Résultat net	4 606	14 603
Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations	1 661	3 757
Éléments non monétaires du résultat	(110)	222
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	8	(29)
Variation des impôts différés	(893)	1 119
<b>Capacité d'autofinancement d'exploitation <sup>(1)</sup></b>	<b>5 272</b>	<b>19 672</b>
Variation des stocks et en-cours	(729)	(110)
Variation des créances clients et comptes rattachés	6 293	3 187
Variation des autres actifs et passifs courants	(1 606)	(6 597)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation</b>	<b>3 958</b>	<b>(3 520)</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle <sup>(1)</sup></b>	<b>9 230</b>	<b>16 152</b>
<b>II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1 186)	(685)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 626)	(1 312)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	5	64
Coût d'acquisition des activités rachetées <sup>(2)</sup>	(1 560)	0
Acquisitions d'immobilisations financières <sup>(3)</sup>	(1 264)	(706)
Cessions d'immobilisations financières <sup>(3)</sup>	1 441	659
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(4 190)</b>	<b>(1 980)</b>
<b>III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Augmentations de capital en numéraire	1 810	513
Versement de dividendes	(6 554)	(6 377)
Achats par la société de ses propres actions	(1 317)	(480)
Ventes par la société de ses propres actions	1 168	673
Remboursement des dettes long terme et court terme <sup>(4)</sup>	(500)	(5 834)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>(5 393)</b>	<b>(11 505)</b>
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>(353)</b>	<b>2 667</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>29 534</b>	<b>20 966</b>
Variation de la trésorerie	(353)	2 667
Incidence des variations de cours de change	70	(295)
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>29 251</b>	<b>23 338</b>
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	6 600	3 048
Éléments non récurrents du cash-flow libre <sup>(1)</sup>	0	11 124
<b>Cash-flow libre</b>	<b>6 600</b>	<b>14 172</b>
Impôts payés (remboursés), nets	1 340	1 299
Intérêts payés	0	15

(1) Au 30 juin 2013, la capacité d'autofinancement d'exploitation comprenait € 11,1 millions d'éléments non récurrents, correspondant à l'encaissement du solde qui restait dû dans le cadre du litige contre Induyco.

(2) Au 30 juin 2014, ce montant correspond au coût d'acquisition des activités de l'ancien agent du Groupe en Corée du Sud (cf. note 3 ci-après).

(3) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés au travers du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

(4) Le solde de l'emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions, contracté par la société en 2007, soit € 5,4 millions au 31 décembre 2012, avait été remboursé par anticipation le 31 mars 2013, à l'initiative de la société.

## TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2013</b>	<b>28 948 315</b>	<b>1,00</b>	<b>28 948</b>	<b>2 600</b>	<b>(380)</b>	<b>(8 840)</b>	<b>42 676</b>	<b>65 004</b>
Résultat net							14 603	14 603
Autres éléments du résultat global						(90)	(17)	(107)
<b>Resultat global</b>						<b>(90)</b>	<b>14 586</b>	<b>14 496</b>
Exercices d'options de souscription d'actions	164 965	1,00	165	348				513
Valorisation des options de souscription d'actions							56	56
Vente (achat) par la société de ses propres actions					135			135
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							37	37
Dividendes							(6 377)	(6 377)
<b>Capitaux propres au 30 juin 2013</b>	<b>29 113 280</b>	<b>1,00</b>	<b>29 113</b>	<b>2 948</b>	<b>(245)</b>	<b>(8 930)</b>	<b>50 978</b>	<b>73 864</b>
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2013</b>	<b>28 948 315</b>	<b>1,00</b>	<b>28 948</b>	<b>2 600</b>	<b>(380)</b>	<b>(8 840)</b>	<b>42 676</b>	<b>65 004</b>
Résultat net							21 775	21 775
Autres éléments du résultat global						119	(382)	(263)
<b>Resultat global</b>						<b>119</b>	<b>21 393</b>	<b>21 512</b>
Exercices d'options de souscription d'actions	716 100	1,00	716	2 443				3 159
Valorisation des options de souscription d'actions							140	140
Vente (achat) par la société de ses propres actions					297			297
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							94	94
Dividendes							(6 377)	(6 377)
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2013</b>	<b>29 664 415</b>	<b>1,00</b>	<b>29 664</b>	<b>5 043</b>	<b>(83)</b>	<b>(8 721)</b>	<b>57 926</b>	<b>83 829</b>
Résultat net							4 606	4 606
Autres éléments du résultat global						(84)	(67)	(151)
<b>Resultat global</b>						<b>(84)</b>	<b>4 539</b>	<b>4 455</b>
Exercices d'options de souscription d'actions	394 847	1,00	395	1 415				1 810
Valorisation des options de souscription d'actions							39	39
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(164)			(164)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							9	9
Autres variations							(73)	(73)
Dividendes							(6 554)	(6 554)
<b>Capitaux propres au 30 juin 2014</b>	<b>30 059 262</b>	<b>1,00</b>	<b>30 059</b>	<b>6 458</b>	<b>(247)</b>	<b>(8 805)</b>	<b>55 886</b>	<b>83 351</b>

## NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2014

### 1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée depuis 1987 sur Euronext (compartiment B), est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir, textiles techniques et matériaux composites. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux : principalement la mode et l'habillement, l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement ainsi qu'une grande variété d'autres industries (aéronautique, industrie nautique, éolien...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode et de l'habillement, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations de long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels – à l'exception de quelques produits pour lesquels des partenariats stratégiques ont été conclus – sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France), où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de 1 450 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne ses clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 32 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2013, réalisé en direct 90 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis) pour les Amériques, et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 780 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 260 ingénieurs sont dédiés à la R&D et près de 160 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

## Modèle économique

Le modèle économique du Groupe repose sur la double composante du chiffre d'affaires :

- les revenus des nouveaux systèmes, moteur de la croissance de la société, qui comprennent les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de formation et de conseil, et d'interventions ponctuelles de maintenance et de support ;
- les revenus récurrents, facteur essentiel de stabilité de l'entreprise et amortisseur en période de conjoncture économique difficile, composés d'une part des revenus des contrats récurrents (contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels, contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO), d'autre part des ventes de pièces détachées et consommables, qui correspondent à des revenus statistiquement récurrents sur la base installée ;

et sur la génération d'un cash-flow libre supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi annuels applicables en France.

## 2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

Les états financiers consolidés condensés au 30 juin 2014 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, disponibles sur [lectra.com](http://lectra.com).

Les comptes consolidés ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2013. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 30 juillet 2014 et ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes. Ceux du deuxième trimestre, pris isolément, n'ont pas fait l'objet d'un examen limité.

Les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et applicables aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 sont sans impact sur les comptes du Groupe. Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne les ventes de nouvelles licences et d'équipements de CFAO. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2014 traduits à cours de change 2013, comparés aux données réelles 2013.

### Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels ou pour les logiciels, lorsque la société vend également l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles.

Pour les logiciels, lorsque la société ne vend pas l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte de manière étalée sur la durée des contrats.

Le revenu lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

### Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

### Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche et la part du crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

## Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital potentiel.

## Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

## Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales, regroupant des pays pour lesquels les caractéristiques économiques sont similaires (nature des produits et services, type de clients, méthodes de distribution) : il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, finances, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant les produits et charges à caractère non récurrent et les éventuelles pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation intersecteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.



### 3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2014, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre Lectra SA, 28 sociétés consolidées par intégration globale.

La société a créé en avril 2014 une nouvelle filiale en Corée du Sud, Lectra Korea, afin d'accélérer son plan de développement en Asie.

Cette filiale a repris, le 1<sup>er</sup> mai 2014, les activités de l'agent qui représentait Lectra depuis de nombreuses années dans ce pays. Le coût du rachat par Lectra de ses activités est présenté sur la ligne « Coût d'acquisition des activités rachetées » du tableau des flux de trésorerie. L'incidence de la création de cette filiale et de cette reprise d'activités sur le compte de résultat et l'état de la situation financière du Groupe est négligeable, l'essentiel des ventes dans ce pays était préalablement facturé par Lectra SA.

Lectra Korea est consolidée depuis le 1<sup>er</sup> mai 2014 par intégration globale.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre au cours du premier semestre 2014.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 30 juin 2014, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,4 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 1,8 million et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par la société mère Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de la société mère pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à la société mère pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 30 juin 2014.

### 4. COMMANDES DE NOUVEAUX SYSTÈMES

Pour permettre une meilleure pertinence et mieux refléter la proposition de valeur de la société dans l'analyse du chiffre d'affaires et des résultats, des changements ont été introduits depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 dans les informations communiquées dans le rapport d'activité sur les commandes et le carnet de commandes des nouveaux systèmes. Désormais, leur montant total est communiqué, alors que seules les commandes de nouvelles licences de logiciels et des équipements de CFAO l'étaient auparavant. Afin de permettre la comparaison avec les données de 2014, les montants de 2013 ont été retraités en conséquence.

## 5. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

### 5.1 Deuxième trimestre 2014

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin				
	2014		2013	Variation 2014/2013	
	Réel	A cours de change 2013	Réel	Données réelles	Données comparables
<b>Chiffre d'affaires</b>	52 507	53 938	50 888	+3%	+6%
Coût des ventes	(14 045)	(14 182)	(14 273)	-2%	-1%
<b>Marge brute</b>	38 462	39 756	36 616	+5%	+9%
(en % du chiffre d'affaires)	73,3%	73,7%	72,0%	+1,3 point	+1,7 point
Frais de recherche et de développement	(3 511)	(3 511)	(3 330)	+5%	+5%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(31 133)	(31 763)	(29 219)	+7%	+9%
<b>Résultat opérationnel</b>	3 818	4 482	4 067	-6%	+10%
(en % du chiffre d'affaires)	7,3%	8,3%	8,0%	-0,7 point	+0,3 point
<b>Résultat avant impôts</b>	3 820	4 484	3 393	+13%	+32%
Impôt sur le résultat	(1 052)	na	(1 003)	+5%	na
<b>Résultat</b>	2 768	na	2 390	+16%	na

### 5.2 Premier semestre 2014

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin				
	2014		2013	Variation 2014/2013	
	Réel	A cours de change 2013	Réel	Données réelles	Données comparables
<b>Chiffre d'affaires</b>	100 158	102 963	99 233	+1%	+4%
Coût des ventes	(26 801)	(27 063)	(27 821)	-4%	-3%
<b>Marge brute</b>	73 357	75 900	71 412	+3%	+6%
(en % du chiffre d'affaires)	73,2%	73,7%	72,0%	+1,2 point	+1,7 point
Frais de recherche et de développement	(6 450)	(6 450)	(6 548)	-1%	-1%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(60 788)	(62 047)	(57 695)	+5%	+8%
<b>Résultat opérationnel courant</b>	6 119	7 402	7 169	-15%	+3%
(en % du chiffre d'affaires)	6,1%	7,2%	7,2%	-1,1 point	0,0 point
Produits à caractère non récurrent	0	0	11 124	ns	ns
<b>Résultat opérationnel</b>	6 119	7 402	18 293	-67%	-60%
(en % du chiffre d'affaires)	6,1%	7,2%	18,4%	ns	ns
<b>Résultat avant impôts</b>	5 872	7 155	17 564	-67%	-59%
Impôt sur le résultat	(1 266)	na	(2 961)	-57%	na
<b>Résultat</b>	4 606	na	14 603	-68%	na

## 6. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

### 6.1 Deuxième trimestre 2014

#### Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin							
	2014			2013		Variation 2014/2013		
	Réel	%	A cours de change 2013	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe, dont :	23 398	44%	23 393	22 936	45%	+2%	+2%	
- France	4 169	8%	4 170	4 312	8%	-3%	-3%	
Amériques	12 404	24%	13 113	14 553	29%	-15%	-10%	
Asie - Pacifique	13 051	25%	13 637	9 348	18%	+40%	+46%	
Autres pays	3 654	7%	3 795	4 051	8%	-10%	-6%	
<b>Total</b>	<b>52 507</b>	<b>100%</b>	<b>53 938</b>	<b>50 888</b>	<b>100%</b>	<b>+3%</b>	<b>+6%</b>	

#### Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin							
	2014			2013		Variation 2014/2013		
	Réel	%	A cours de change 2013	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Logiciels, dont :	15 593	30%	15 959	15 149	30%	+3%	+5%	
- nouvelles licences	5 365	10%	5 518	5 115	10%	+5%	+8%	
- contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels <sup>(1)</sup>	10 228	20%	10 441	10 034	20%	+2%	+4%	
Équipements de CFAO	13 296	25%	13 672	13 588	27%	-2%	+1%	
Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements <sup>(1)</sup>	7 288	14%	7 472	7 294	14%	0%	+2%	
Pièces détachées et consommables	12 667	24%	13 045	12 395	24%	+2%	+5%	
Formation, conseil	3 135	6%	3 252	2 031	4%	+54%	+60%	
Divers	528	1%	538	431	1%	+22%	+25%	
<b>Total</b>	<b>52 507</b>	<b>100%</b>	<b>53 938</b>	<b>50 888</b>	<b>100%</b>	<b>+3%</b>	<b>+6%</b>	

(1) Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, pour une meilleure pertinence de l'information, les services en ligne ont été séparés pour les logiciels et pour les équipements de CFAO. Ils étaient précédemment regroupés dans la rubrique « contrats de maintenance hardware et de services en ligne ». Les montants de 2013 ont été retraités en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2014.

#### Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin							
	2014			2013		Variation 2014/2013		
	Réel	%	A cours de change 2013	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes <sup>(1)</sup>	22 324	43%	22 980	21 166	42%	+5%	+9%	
Revenus récurrents <sup>(2)</sup> , dont :	30 183	57%	30 958	29 723	58%	+2%	+4%	
- contrats récurrents	17 516	33%	17 913	17 328	34%	+1%	+3%	
- pièces détachées et consommables	12 667	24%	13 045	12 395	24%	+2%	+5%	
<b>Total</b>	<b>52 507</b>	<b>100%</b>	<b>53 938</b>	<b>50 888</b>	<b>100%</b>	<b>+3%</b>	<b>+6%</b>	

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats récurrents : contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels, et contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO, renouvelables annuellement ;
- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, statistiquement récurrent.

## 6.2 Premier semestre 2014

### Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin						
	2014			2013		Variation 2014/2013	
	Réel	%	A cours de change 2013	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	46 193	46%	46 179	44 767	45%	+3%	+3%
- France	7 870	8%	7 868	8 542	9%	-8%	-8%
Amériques	24 349	24%	25 777	28 806	29%	-15%	-11%
Asie - Pacifique	23 029	23%	24 180	18 035	18%	+28%	+34%
Autres pays	6 587	7%	6 827	7 624	8%	-14%	-10%
<b>Total</b>	<b>100 158</b>	<b>100%</b>	<b>102 963</b>	<b>99 233</b>	<b>100%</b>	<b>+1%</b>	<b>+4%</b>

### Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin						
	2014			2013		Variation 2014/2013	
	Réel	%	A cours de change 2013	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Logiciels, dont :	30 469	30%	31 212	29 756	30%	+2%	+5%
- nouvelles licences	10 143	10%	10 446	9 939	10%	+2%	+5%
- contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels <sup>(1)</sup>	20 326	20%	20 766	19 817	20%	+3%	+5%
Équipements de CFAO	24 213	24%	24 956	25 913	26%	-7%	-4%
Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements <sup>(1)</sup>	14 427	14%	14 812	14 396	15%	0%	+3%
Pièces détachées et consommables	24 667	26%	25 406	24 327	25%	+1%	+4%
Formation, conseil	5 402	5%	5 578	4 019	4%	+34%	+39%
Divers	980	1%	999	823	1%	+19%	+21%
<b>Total</b>	<b>100 158</b>	<b>100%</b>	<b>102 963</b>	<b>99 233</b>	<b>100%</b>	<b>+1%</b>	<b>+4%</b>

(1) Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, pour une meilleure pertinence de l'information, les services en ligne ont été séparés pour les logiciels et pour les équipements de CFAO. Ils étaient précédemment regroupés dans la rubrique « contrats de maintenance hardware et de services en ligne ». Les montants de 2013 ont été retraités en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2014.

### Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin						
	2014			2013		Variation 2014/2013	
	Réel	%	A cours de change 2013	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes <sup>(1)</sup>	40 738	41%	41 979	40 693	41%	0%	+3%
Revenus récurrents <sup>(2)</sup> , dont :	59 420	59%	60 984	58 540	59%	+2%	+4%
- contrats récurrents	34 753	34%	35 578	34 213	34%	+2%	+4%
- pièces détachées et consommables	24 667	25%	25 406	24 327	25%	+1%	+4%
<b>Total</b>	<b>100 158</b>	<b>100%</b>	<b>102 963</b>	<b>99 233</b>	<b>100%</b>	<b>+1%</b>	<b>+4%</b>

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats récurrents : contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels, et contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO, renouvelables annuellement ;
- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, statistiquement récurrent.

### Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin						
	2014			2013		Variation 2014/2013	
	Réel	%	A cours de change 2013	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Mode et habillement	20 114	49%	20 641	18 737	46%	+7%	+10%
Automobile	14 600	36%	15 136	16 046	39%	-9%	-6%
Ameublement	3 246	8%	3 283	3 141	8%	+3%	+5%
Autres industries	2 778	7%	2 919	2 769	7%	0%	+5%
<b>Total</b>	<b>40 738</b>	<b>100%</b>	<b>41 979</b>	<b>40 693</b>	<b>100%</b>	<b>0%</b>	<b>+3%</b>

## 7. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2014 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	46 193	24 349	23 030	6 586	0	100 158
Résultat opérationnel courant	2 615	258	878	1 090	1 278	6 119

Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2013 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	44 768	28 806	18 035	7 624	0	99 233
Résultat opérationnel courant	4 128	1 277	(347)	1 000	1 111	7 169

Le résultat opérationnel courant obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel courant tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

## 8. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2014 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette (+) Endettement net (-)
Cash-flow libre	6 600	0	6 600
Augmentations de capital <sup>(1)</sup>	1 810	0	1 810
Achat et vente par la société de ses propres actions <sup>(2)</sup>	(149)	0	(149)
Coût d'acquisition des activités rachetées	(1 560)	0	(1 560)
Versement de dividendes	(6 554)	0	(6 554)
Variation de l'endettement	(500)	500	0
Effet de la variation des devises – divers	70	0	70
<b>Variation de la période</b>	<b>(283)</b>	<b>500</b>	<b>217</b>
Situation au 31 décembre 2013	29 534	(894)	28 640
Situation au 30 juin 2014	29 251	(394)	28 857
<b>Variation de la période</b>	<b>(283)</b>	<b>500</b>	<b>217</b>

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 10)

Le cash-flow libre au 30 juin 2014 s'élève à € 6,6 millions (il n'y a pas d'éléments non récurrents). Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 5,3 millions, d'investissements de € 2,6 millions et d'une diminution du besoin en fonds de roulement de € 4,0 millions.

Les principales variations du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

- -€ 6,3 millions proviennent de la diminution des créances clients compte tenu de l'encaissement en début d'année, en général annuellement d'avance, d'une portion importante des contrats récurrents (il convient de préciser que la variation des créances est obtenue en tenant compte de la rubrique « produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;
- +€ 0,7 million provient de l'augmentation des stocks ;
- +€ 4,0 millions proviennent de l'augmentation de la créance sur le Trésor public français relative au crédit d'impôt recherche et au crédit d'impôt compétitivité et emploi du premier semestre 2014, comptabilisés mais non encaissés ;

- – € 1,9 million provient de l'augmentation des acomptes clients au bilan, les commandes de nouveaux systèmes au deuxième trimestre 2014 ayant été supérieures à celles du quatrième trimestre 2013 ;
- – € 0,5 million provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représentant un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 30 juin 2014 s'élève à € 5,8 millions. Il comprend une créance de € 26,3 millions sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi non encaissés et non imputés sur l'impôt (*cf.* note 9 ci-après). Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 20,5 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

## 9. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE – CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Au 30 juin 2014, la société mère, Lectra SA, détient une créance de € 26,3 millions sur le Trésor public français. Elle est composée :

- du crédit d'impôt recherche comptabilisé en 2014 (€ 3,6 millions), en 2013 (€ 6,7 millions), en 2012 (€ 5,7 millions) et en 2011 (€ 6,2 millions), et du solde (€ 3,8 millions) de celui qui avait été comptabilisé en 2010 après imputation sur l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA au titre de l'exercice 2014 et des exercices précédents ;
- du crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisé en 2014 (€ 0,4 million).

La société intégrait les dépenses d'intéressement et de participation dans l'assiette de calcul annuelle du crédit d'impôt recherche qu'elle comptabilisait. La position de l'administration fiscale de requalification du caractère éligible de ces dépenses a conduit la société à comptabiliser, pour les années 2010 à 2013 concernées, une provision égale à la quote-part de crédit d'impôt recherche annuel assise sur ces bases. Le Conseil d'Etat, dans sa décision du 12 mars 2014, a confirmé le caractère éligible de ces dépenses pour les exercices concernés. La société a donc repris, dans les comptes du premier semestre 2014, la provision de € 0,7 million qu'elle avait constituée. Ce montant n'a pas d'impact sur la créance comptabilisée, qui ne tenait pas compte de cette provision.

Il est rappelé que le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Compte tenu des estimations de la société sur les montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochaines années, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de ce dernier, sur lequel sera intégralement imputée la créance correspondante. Elle devrait donc percevoir le remboursement du solde de ces crédits d'impôt non imputés comme suit : en 2014 (crédit d'impôt 2010, la demande en a été faite auprès du Trésor public), 2015 (crédit d'impôt 2011), 2016 (crédit d'impôt 2012), 2017 (crédit d'impôt 2013) et 2018 (crédits d'impôt 2014). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui des crédits d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante, puis elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même période et devrait décaisser le solde.

## 10. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la société a acheté 166 565 actions et en a vendu 145 963 aux cours moyens respectifs de € 7,91 et de € 8,00 dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 30 juin 2014, elle détenait 31 010 de ses propres actions (soit 0,10 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 7,97, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

## 11. LIQUIDITÉ ET ENDETTEMENT BANCAIRE

### 11.1 Trésorerie disponible et trésorerie nette

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 251	29 534
Emprunts et dettes financières	(394)	(894)
<b>Trésorerie nette</b>	<b>28 857</b>	<b>28 640</b>

La trésorerie nette du Groupe s'est améliorée de € 0,2 million au cours du premier semestre 2014.

### 11.2 Emprunts et dettes financières par nature et par échéance

Au 30 juin 2014, les emprunts et dettes financières du Groupe sont uniquement composés du solde des avances publiques correspondant à des aides au financement des programmes de R&D, remboursable le 31 mars 2015 (€ 0,4 million), un remboursement de € 0,5 million ayant été effectué le 31 mars 2014.

## 12. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2013.

Au cours du premier semestre 2014, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,37 / € 1.

### Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 30 juin 2014 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain, livre anglaise, rouble russe, dollar canadien et dirham marocain) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 3,2 millions, destinés à couvrir des positions existantes.

La société a couvert en quasi-totalité ses positions de bilan, mais n'a pas, à la date du présent rapport, couvert son exposition sur ses flux futurs.

## 13. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

### Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

### Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La société a établi ses scénarios 2014 sur la base de parités arrêtées au 1<sup>er</sup> février des devises dans lesquelles le Groupe réalise son chiffre d'affaires, notamment \$ 1,35 / € 1. A la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,34 / € 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisées en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une appréciation de l'euro de 5 cents par rapport au dollar sur l'ensemble de l'exercice (soit \$ 1,40 / € 1) se traduirait par une diminution mécanique du chiffre d'affaires 2014 d'environ € 3 millions et du résultat opérationnel de € 1,6 million. A l'inverse, une baisse de l'euro de 5 cents (soit \$ 1,30 / € 1) se traduirait par une augmentation du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises, mais ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur.

Ainsi, l'hypothèse théorique d'une appréciation de l'euro de 1 % par rapport à l'ensemble des autres devises dans lesquelles la société réalise son chiffre d'affaires, conduirait à une diminution mécanique complémentaire du chiffre d'affaires de € 0,2 million et du résultat opérationnel de € 0,1 million. A l'inverse, une baisse de l'euro de 1 % conduirait à une augmentation complémentaire du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.



PricewaterhouseCoopers Audit

« Crystal Park »  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine

KPMG SA

Domaine de Pelus  
11, rue Archimède  
33692 Mérignac Cedex

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2014

(Période du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 30 juin 2014)

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Lectra SA, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, à l'exception du point décrit dans le paragraphe suivant. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Le compte de résultat trimestriel consolidé du deuxième trimestre 2014 ainsi que les chiffres comparatifs du deuxième trimestre 2013 n'ont pas fait l'objet d'un examen limité de notre part.

Sur la base de notre examen limité et sous cette réserve, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. A l'exception de l'incidence éventuelle du fait exposé dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Mérignac, le 30 juillet 2014

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit SA

KPMG SA

Bruno Tesnière

Jean-Pierre Raud

Eric Junières